

Cahier des clauses administratives particulières

T25BAT225

TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU BATIMENT LCPR (LABORATOIRES DE CARACTERISATION DES DANGERS PHYSIQUES ET REACTIONNELS DES SUBSTANCES) - BATIMENT 225 (INERIS)

Procédure adaptée

SOMMAIRE

Article 1 -	MAITRE DE L'OUVRAGE	4
Article 2 -	INTERLOCUTEURS	4
2.1	GROUPEMENT DE MAITRISE D'ŒUVRE	4
2.2	BUREAU DE CONTROLE (missions L, LP, STI, ENV, PV et VIEL)	4
2.3	CSPS	4
Article 3 -	OBJET DE LA CONSULTATION	5
Article 4 -	CONDITIONS DE LA CONSULTATION	5
4.1	PROCEDURE DE PASSATION	5
4.2	ALLOTISSEMENT	5
Article 5 -	DUREE DU MARCHE	5
Article 6 -	LIEU DE LIVRAISON	6
Article 7 -	VARIANTES ET OPTIONS	6
Article 8 -	CONSIDERATIONS SOCIALES	6
Article 9 -	CONSIDERATIONS ENVIRONNEMENTALES	6
Article 10 -	DOCUMENTS CONTRACTUELS	6
Article 11 -	MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	7
11.1	REPRESENTATION DES PARTIES	7
11.2	FORMES DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS	8
11.3	TRANCHES	8
Article 12 -	PLANNING DE REALISATION	8
12.1	CALENDRIER DETAILLE D'EXECUTION DES TRAVAUX	8
12.2	PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION	8
12.3	RECONDUCTION	8
12.4	ACCES AU SITE	8
Article 13 -	CARACTERISTIQUES – QUALITE – VERIFICATION – ESSAIS ET EPREUVES DES MATERIAUX ET PRODUITS	9
Article 14 -	PREPARATION – COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX	9
14.1	REUNIONS DE CHANTIER	9
14.2	REGISTRE DE CHANTIER	9
14.3	PLAN D'EXECUTION – NOTES DE CALCULS – ETUDES DE DETAILS	9
14.4	ESSAIS ET CONTROLES DES OUVRAGES EXECUTES	9
14.5	REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES LIEUX	9
14.6	RECEPTION	10
14.7	DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION	10
Article 15 -	REGIME FINANCIER	10
15.1	MONNAIE ET TVA	10
15.2	FORME ET CONTENU DES PRIX	10

15.3	VARIATION DES PRIX	11
15.4	MODALITES DE REMUNERATION DU TITULAIRE ET DE REGLEMENT DES COMPTES.....	11
15.5	TRAVAUX NON PREVUS	12
15.6	CONDITIONS DE PAIEMENT	12
Article 16 -	SOUS-TRAITANCE	13
Article 17 -	PENALITES	13
17.1	PENALITES POUR RETARD DANS L'EXECUTION DES TRAVAUX.....	13
17.2	PENALITES POUR ABSENCE DE PARTICIPATION OU RETARD AUX REUNIONS DE CHANTIER	13
17.3	NON-RESPECT DES MESURES DE SECURITE.....	13
17.4	PENALITES LIEES AU REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES LIEUX.....	14
17.5	PENALITES LIEES A LA REMISE DES DOCUMENTS	14
17.6	PLAFONNEMENT DES PENALITES.....	14
Article 18 -	GARANTIES	14
18.1	RETENUE DE GARANTIE ET CAUTIONNEMENT	14
18.2	GARANTIE DE PARFAITEMENT ACHEVEMENT	14
18.3	RESPONSABILITE ET ASSURANCES	15
Article 19 -	RESILIATION	16
Article 20 -	DIFFERENDS ET LITIGES	17
20.1	DIFFERENDS.....	17
20.2	LITIGES ET CONTENTIEUX	17

Article 1 - MAITRE DE L'OUVRAGE

Institut national de l'environnement industriel et des risques
Parc technologique Alata
BP 2
60550 Verneuil en Halatte.

Département finances et achats

DFA/GAMA :
Gaétan Davaine (Acheteur)
gaetan.davaine@ineris.fr
03 44 55 66 21

Département des services généraux

SGX/TEME :
François Elie (Responsable de l'unité Travaux, études et fabrication de moyens d'essais)
francois.elie@ineris.fr
03 44 55 63 86
06 29 91 11 71

Direction incendie, dispersion, explosion

IDE/IDEG :
Fabien Fouillen (Chef de projet)
fabien.fouillen@ineris.fr
03 44 55 65 86
06 19 23 43 82

Article 2 - INTERLOCUTEURS

2.1 GROUPEMENT DE MAITRISE D'ŒUVRE

Architecte (mandataire du groupement)

ELEMENT Architectes
8 rue Pasteur - 02600 Villers-Cotterêts
100 rue Louis Blanc - 60160 Montataire
03.23.72.55.65 / agence@element-architectes.fr

Bureau d'études fluides

ETNR
5 rue Emile DORIGNY – 51 370 Saint Brice Courcelles
03.26.82.57.44 / d.cliquot@etnr-ing.fr

Bureau d'études électricité

T3E REIMS
3 rue Jacques MARITAIN – 51 100 Reims
03.26.82.57.44 / d.roguin@t3ereims.fr

OPC

EOS CONSEILS
12 rue de la Chaussée Romaine – 02 100 Saint Quentin
09.67.14.26.46 / eosconseils@orange.fr

2.2 BUREAU DE CONTROLE (missions L, LP, STI, ENV, PV et VIEL)

QUALICONSLT
Agence de Senlis
5/7 avenue du Général de Gaulle – 60300 Senlis
Tél. 03.62.53.37.15 / xavier.dumont@qualiconsult.fr

2.3 CSPS

QUALICONSLT SECURITE
Agence de Senlis
5/7 avenue du Général de Gaulle – 60300 Senlis
Tél. 03.22.47.24.70 / senlis.qc@qualiconsult.fr

Article 3 - OBJET DE LA CONSULTATION

Le présent marché a pour objet la construction d'un bâtiment sur l'emprise d'un ancien bâtiment au sein de l'Institut National de l'Environnement Industriel et des Risques (Ineris).

Le projet vise la construction d'un bâtiment constitué de deux volumes, un premier volume à destination de plusieurs laboratoires de recherches et de divers locaux techniques et de stockage, et un second volume qui servira quant à lui au stationnement des véhicules de service (poids lourds). Des travaux d'installation de panneaux photovoltaïques sur ce volume sont également prévus. La prestation comprendra également les prestations d'engazonnement pour remettre en état les espaces verts, la plantation d'une haie et la création de places de stationnement le long de la voie de circulation située au nord de l'emprise des travaux.

Le CCAP commun à tous les lots, le CCTP Lot 0 prescriptions communes et les CCTP relatifs à chaque lot, ainsi que tous les annexes donnent toutes les précisions nécessaires quant à la nature précise des travaux à réaliser.

Article 4 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION

4.1 PROCEDURE DE PASSATION

Le marché est passé en procédure adaptée ouverte

4.2 ALLOTISSEMENT

Le marché est décomposé en 11 lots.

- LOT N° 1 VRD - GROS-OEUVRE - ENDUITS EXTERIEUR
- LOT N° 2 CHARPENTE METALLIQUE
- LOT N° 3 COUVERTURE -BARDAGE
- LOT N° 4 MENUISERIES EXTERIEURES - SERRURERIE
- LOT N° 5 CLOISONS DOUBLAGE – FAUX PLAFOND
- LOT N° 6 MENUISERIES INTERIEURES
- LOT N° 7 CARRELAGE – FAIENCE
- LOT N° 8 PEINTURE
- LOT N° 9 CVC – PLOMBERIE – FLUIDES SPECIAUX
- LOT N° 10 ELECTRICITE – COURANTS FORT/FAIBLE
- LOT N° 11 MOBILIER et EQUIPEMENTS

Article 5 - DUREE DU MARCHE

Dans le cadre du présent marché, les notions de délais et durée sont confondues.

Le marché est conclu pour une durée de 12 mois à compter de l'Ordre de Service. Durant ces 12 mois un planning spécifique de réalisation à chaque corps d'état détaillera les délais de réalisation propres à chaque lot.

Article 6 - LIEU DE LIVRAISON

L'ensemble des équipements, fourniture travaux, seront à livrer à l'adresse ci-dessous.

Ineris
Parc technologique ALATA BP 2
60 550 Verneuil-en-Halatte
France.

Article 7 - VARIANTES ET OPTIONS

Le marché intègre une variante obligatoire VAR1 pour le remplacement des gaines d'extraction en PVC par du PPs, déclinée ainsi :

- Lot 9 CVC – Plomberie – Fluides spéciaux : VAR1_L09

Le marché intègre une option OPT1 pour l'intégration de panneaux photovoltaïques, déclinée ainsi :

- Lot 10 Electricité – courants fort/faible : OPT1_L10

Article 8 - CONSIDERATIONS SOCIALES

Le présent marché public facilite l'insertion professionnelle des publics en difficulté, réalise une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales et / ou professionnelles.

En cas de sous-traitance, le titulaire peut faire respecter cette obligation, le cas échéant, par son ou ses sous-traitants dans le cadre de l'exécution du présent marché

Article 9 - CONSIDERATIONS ENVIRONNEMENTALES

Le présent marché public comprend des considérations environnementales définies dans chaque CCTP.

Article 10 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est constitué des documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- ✓ L'acte d'engagement (Réf : AE T25BAT225) et ses annexes
 - Les DPGF propres à chaque lot.
- ✓ Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP T25BAT225) et ses annexes ;
 - Annexe 1 : Les conditions générales d'achat de l'Ineris DI0179AJ
 - Annexe 2 : La charte fournisseur de l'Ineris DI0178AG
 - Annexe 3 : La charte de déontologie de l'Ineris.
 - Annexe 4 : Prérequis techniques intégration réseau V2
- ✓ Le cahier des clauses techniques particulières propre à chaque lot.
 - Lot n° 1 vrd - gros-œuvre - enduits extérieur
 - Lot n° 2 charpente métallique
 - Lot n° 3 couverture -bardage
 - Lot n° 4 menuiseries extérieures - serrurerie

- Lot n° 5 cloisons doublage – faux plafond
- Lot n° 6 menuiseries intérieures
- Lot n° 7 carrelages – faïences
- Lot n° 8 peintures
- Lot n° 9 cvc – plomberie – fluides spéciaux
- Lot n° 10 électricités – courants fort/faible
- Lot n° 11 mobiliers et équipements
- ✓ Les cahiers des clauses techniques particulières lot 0 prescriptions communes à tous les lots et ses annexes :
 - Lot n° 0 prescriptions communes à tous les lots
 - Annexe 1 : Plan du site
 - Annexe 2 : Plan de Géomètre
 - Annexe 3 : Plan de repérage
 - Annexe 4 : Etude géotechnique BT194
 - Annexe 5 : PGC
 - Annexe 6 : RICT
- ✓ Les études thermiques
 - Etude thermique Garage
 - Etude thermique Laboratoire
- ✓ Les pièces graphiques
 - ARCHI Annexes
 - BAT225 INERIS dwg
 - ARCHI Pièces graphiques
 - CVC Plans guides
 - ELEC Plans guides
- ✓ Le planning
 - Planning travaux
- ✓ Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux approuvé par l'arrêté du 8 septembre 2009 modifié ;
- ✓ Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;
- ✓ Les conditions générales d'achat références DI-0179 ;
- ✓ La charte fournisseur disponible sur le site internet de l'Ineris (www.ineris.fr) ;
- ✓ Les conditions de l'offre du titulaire, sous réserve de leur acceptation écrite par l'Ineris et uniquement pour les dispositions qui ne sont pas contradictoires avec les documents énoncés ci-dessus.

Article 11 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

11.1 REPRESENTATION DES PARTIES

L'interlocuteur désigné par l'Ineris pour suivi de l'exécution des prestations est Louis FOUAT

Le titulaire désignera un ou plusieurs interlocuteurs.

Le ou les interlocuteurs sont désignés dans l'offre des candidats.

Le titulaire s'engage à informer sans délai le maître de l'ouvrage de toute modification d'interlocuteur.

11.2 FORMES DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS

L'Ineris notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tous moyens permettant d'attester la date de réception.

En cas de dématérialisation, les échanges se font :
Par messagerie électronique ;

Par ailleurs, le démarrage des travaux sera signifié au titulaire par ordre de service. La réception de ce dernier fera courir le délai.

En complément des dispositions de l'article 3.8.1 du CCAG-Travaux les commandes complémentaires ou avenant ont valeur d'OS.

11.3 TRANCHES

Le marché comporte la tranche ferme et la (les) tranche(s) optionnelle(s) suivantes :
Tranche ferme : réalisation des travaux selon CCTP.

Tranche optionnelle : Néant.

Article 12 - PLANNING DE REALISATION

12.1 CALENDRIER DETAILLE D'EXECUTION DES TRAVAUX

Le calendrier détaillé de l'ensemble des travaux est élaboré par la maîtrise d'œuvre sur la base des calendriers fournis par chacun des titulaires. Les calendriers détaillés distinguent, le cas échéant, les différents ouvrages. Ils indiquent en outre, pour chacun des lots :

- la durée et la date prévisionnelle de départ du délai d'exécution qui lui est propre ;
- la durée et la date prévisionnelle de départ des délais particuliers.

Au cours du chantier et après consultation du titulaire concerné, le calendrier détaillé peut être modifié, le cas échéant par l'Ineris, dans la limite du délai global d'exécution.

Ces modifications tiennent compte, le cas échéant, des prolongations de délais résultant de l'application de l'article 19.2 du CCAG-Travaux.

Le calendrier détaillé d'exécution éventuellement modifié est notifié par ordre de service à l'ensemble des titulaires.

12.2 PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION

Le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles, au sens du premier paragraphe de l'article 19.2.3 du CCAG-Travaux, est fixé à **5** jours.

Seul un nombre supérieur à 5 jours d'intempéries reculera d'autant le délai global, et sans application de pénalités de retard.

Par dérogation à l'article susmentionné les samedis, dimanches et jours fériés ou chômés compris dans la période d'intempéries ne sont pas ajoutés pour le calcul de la prolongation du délai d'exécution.

12.3 RECONDUCTION

Le marché ne fait l'objet d'aucune reconduction.

12.4 ACCES AU SITE

Voir CCTP sur ce point

Article 13 - CARACTERISTIQUES – QUALITE – VERIFICATION – ESSAIS ET EPREUVES DES MATERIAUX ET PRODUITS

Le CCTP définit le cas échéant :

- ✓ les caractéristiques et qualités de matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux ;
- ✓ les modalités de vérification, essais et épreuves tant qualitatives que quantitatives de ces matériaux, produits et composants ;
- ✓ La liste des matériaux, produits et composants faisant l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication dans les usines, magasins et carrières du titulaire, ou de ses sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.
- ✓ Les vérifications de qualité et la surveillance de fabrication sont assurées par le titulaire dans le cadre de ses procédures d'auto-contrôle.
- ✓ Toutefois l'Ineris peut décider de faire exécuter des essais et vérifications supplémentaires à ceux prévus par le marché.

Article 14 - PREPARATION – COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

14.1 REUNIONS DE CHANTIER

Les réunions de chantier ont lieu aux jours et heures définies par Ineris, à raison d'une réunion bimensuelle.

Toute absence du représentant qualifié du titulaire à une réunion de chantier à laquelle il est convoqué entraînera l'application de pénalités.

Est considérée comme une absence la représentation du titulaire par des personnes non qualifiées.

14.2 REGISTRE DE CHANTIER

La tenue d'un registre de chantier n'est pas prévue.

14.3 PLAN D'EXECUTION – NOTES DE CALCULS – ETUDES DE DETAILS

Ces éléments incombent au titulaire.

14.4 ESSAIS ET CONTROLES DES OUVRAGES EXECUTES

Les essais et contrôle d'ouvrage ou parties d'ouvrage, prévus par les documents techniques du marché, sont assurés contradictoirement sur le chantier par le titulaire du marché et un représentant de l'Ineris. Ils donnent lieu à la rédaction d'un PV, assorti le cas échéant de réserves.

14.5 REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES LIEUX

Au terme des travaux le titulaire doit :

- ✓ procéder à l'évacuation de ses déblais ;
- ✓ nettoyer les installations ;
- ✓ réparer et remettre en état les installations détériorées ;

Ces prestations sont effectuées dans le délai d'exécution des travaux.

14.6 RECEPTION

La procédure de réception des travaux se déroule conformément aux dispositions de l'article 41 du CCAG-Travaux.

14.7 DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION

Les documents que doit remettre le titulaire, après exécution des travaux, sont mentionnés à l'article 40 du CCAG-Travaux. Ces documents incluent également les DOE et tout autre document mentionné au CCTP.

Les documents devront être remis dans les délais prescrits par l'article 40 du CCAG- Travaux.

Ces documents doivent être reproductibles, et peuvent être dématérialisés.

Dans tous les cas, le titulaire s'assure que les documents qu'il remet après exécution correspondent aux prestations réellement exécutées.

Article 15 - REGIME FINANCIER

15.1 MONNAIE ET TVA

15.1.1 Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

15.1.2 Taux de TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

15.1.3 Auto-liquidation

Les dispositions de l'article 283-2 nonies du Code général des impôts relatives au régime d'auto-liquidation de la TVA dans le secteur du bâtiment et des travaux publics s'appliquent au présent contrat. Ainsi la TVA due au titre des travaux de construction réalisés par un sous-traitant est acquittée par le donneur d'ordre assujetti à la TVA. Donc, le sous-traitant déclare uniquement le montant hors taxe des prestations exécutées.

Le titulaire du marché doit attester du contrat passé avec son sous-traitant et de la nature des prestations sous-traitées justifiant l'auto-liquidation dans le DC4.

Les demandes de paiement transmises par le titulaire doivent revêtir la mention « auto-liquidation » pour justifier de l'absence de collecte de la TVA par le sous-traitant.

15.2 FORME ET CONTENU DES PRIX

Les prix sont forfaitaires

Conformément à l'article 9.1.1 du CCAG Travaux, les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfices.

Les prix du titulaire sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des travaux qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces travaux (article 9.1.1 alinéa 2 du CCAG Travaux), que ces sujétions résultent notamment :

- ✓ de l'utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics ;
- ✓ de phénomènes naturels ;
- ✓ de la présence de canalisations, conduites et câbles de toute nature, ainsi que des chantiers nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations ;
- ✓ des coûts résultant de l'élimination des déchets de chantier ;
- ✓ de la réalisation simultanée d'autres ouvrages.

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux.

Les prix s'entendent pour l'exécution, sans restriction ni réserve d'aucune sorte, de tous les ouvrages normalement inclus dans les travaux de la spécialité concernée, ou rattachés à ceux-ci par les documents de consultation.

De surcroît, sur la base de la définition et de la description des ouvrages telles qu'elles figurent dans les documents de consultation, le titulaire est réputé avoir prévu, lors de l'étude de son offre, et inclus dans son prix toutes les modifications et adjonctions éventuellement nécessaires pour l'usage auquel elles sont destinées.

Les dépenses supplémentaires imprévues que le titulaire pourrait avoir à supporter en cours de chantier, par suite de l'application de ce principe, font partie intégrante de ces aléas et il lui appartient, après étude des documents de consultation, d'estimer le risque correspondant et d'en tenir compte pour l'élaboration de son offre et le calcul de son prix.

15.3 VARIATION DES PRIX

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 correspondant au mois de la date limite de remise des offres.

A l'exception du LOT N° 11 MOBILIERS et EQUIPEMENTS pour lequel les prix sont fermes et définitifs, les prix pourront être actualisés si les travaux relatifs à chaque lot durent plus de 6 mois.

Le calcul de l'actualisation des prix, ne portera que sur les prestations non encore exécutées par le titulaire et sera présenté à l'initiative de ce dernier. Ce dernier produit les pièces permettant de justifier du calcul de cette variation à l'acheteur. Les demandes de paiement sont présentées en incluant l'effet de la variation des prix.

Les indices à prendre en compte pour le calcul du prix sont les suivants :

- ✓ BT01 :
 - LOT N° 1 VRD - GROS-OEUVRE - ENDUITS EXTERIEURS
 - LOT N° 2 CHARPENTE METALLIQUE
 - LOT N° 3 COUVERTURE -BARDAGE
 - LOT N° 4 MENUISERIES EXTERIEURES – SERRURERIE
 - LOT N° 5 CLOISONS DOUBLAGE – FAUX PLAFOND
 - LOT N° 6 MENUISERIES INTERIEURES
 - LOT N° 7 CARRELAGE – FAIENCE
 - LOT N° 8 PEINTURE
 - LOT N° 10 ELECTRICITE – COURANTS FORT/FAIBLE
 - LOT N° 11 MOBILIERS et EQUIPEMENTS : NON CONCERNE.
- ✓ BT38/BT40/BT41 :
 - LOT N° 9 CVC – PLOMBERIE – FLUIDES SPECIAUX: BT41/BT40/BT38

15.4 MODALITES DE REMUNERATION DU TITULAIRE ET DE REGLEMENT DES COMPTES

Les prix proposés dans l'offre sont des prix globaux et forfaitaires.

Les factures ne pourront donner lieu à paiement que sur constatation du service fait.

Les factures sont payables à 60 jours à réception de la facture déposée sur CHORUSPRO et après certification du service fait.

Le paiement des prestations sera réalisé de la manière suivante :

- ✓ Paiement à l'avancement : après projet de décompte mensuel validé par la MOE et sur présentation par la MOE des états d'acomptes (inclues copies des factures correspondantes)
- ✓ Paiement du solde : après projet de décompte final validé par la MOE et sur présentation du décompte général (inclues copies des factures correspondantes) et PV de réception signé par entreprise, MOE et Ineris

Toute facture qui ne comporte pas de numéro d'identification ou qui n'est pas directement adressée uniquement au Service Facturier de l'Agence Comptable sera retournée au Titulaire sans être payée et sans qu'aucun retard ou défaut de paiement ne puisse être reproché à l'Ineris.

15.5 TRAVAUX NON PREVUS

15.5.1 Travaux modificatifs

Après signature d'un avenant.

15.5.2 Dépassement du montant initial des travaux

Les augmentations limites du montant des travaux par rapport aux montants contractuels initiaux sont subordonnés à la conclusion d'un avenant.

15.5.3 Prestations similaires

L'Ineris pourra négocier, avec le titulaire, sans publicité préalable et sans mise en concurrence, un marché de prestations similaires en application l'article 30-I-7° du décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

15.6 CONDITIONS DE PAIEMENT

15.6.1 Avance

Sauf renoncement, une avance est prévue si le montant du contrat est supérieur à 50 000 € HT et le délai d'exécution supérieur à 2 mois. Le taux de l'avance est fixé à 20%.

L'avance sera versée sur présentation d'une facture d'avance déposée sur CHORUSPRO.

En application de l'article R2191-12 du code de la commande publique, le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées atteint 65% du montant initial TTC et doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80%.

Si le marché est passé avec un groupement conjoint, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Conformément à l'article R2191-6 du code de la commande publique, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct.

15.6.2 Paiement des membres du groupement

En application de l'article 10.7.1 du CCAG Travaux, en cas de groupement solidaire, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet la répartition des paiements pour chacun des cotraitants, sur la base de l'état de répartition du montant du contrat par cotraitant fixé dans son offre.

Article 16 - SOUS-TRAITANCE

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément du maître de l'ouvrage le titulaire doit présenter à la maîtrise d'œuvre pour validation préalable son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>).

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

Le maître de l'ouvrage doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité) il est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

Le sous-traitant qui recourt lui-même à la sous-traitance est tenu de délivrer une caution personnelle et solidaire.

Le paiement du sous-traitant s'effectue conformément à l'article 136 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Article 17 - PENALITES

Tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

17.1 PENALITES POUR RETARD DANS L'EXECUTION DES TRAVAUX

En cas de retard imputable au titulaire, notamment du fait d'une inexécution ou d'une négligence, l'Ineris pourra appliquer des pénalités de retard.

Du simple fait de la constatation d'un retard par rapport au calendrier détaillé d'exécution des travaux éventuellement modifié, le titulaire encourt une pénalité journalière de **0.2% du montant du lot** par jour calendaire de retard.

17.2 PENALITES POUR ABSENCE DE PARTICIPATION OU RETARD AUX REUNIONS DE CHANTIER

Toute absence d'un représentant qualifié du titulaire à une réunion de chantier à laquelle il est convoqué encourt la pénalité de **100 euros HT** par absence constaté.

17.3 NON-RESPECT DES MESURES DE SECURITE

Si le Titulaire ne respecte pas les règles portant sur la sécurité et la santé des travailleurs, l'Ineris pourra appliquer à son encontre une pénalité de **300 euros HT** par infraction constatée

En cas d'arrêt de chantier, le prestataire en supportera toutes les conséquences financières et les pénalités de retard pourront lui être appliquées de plein droit.

17.4 PENALITES LIEES AU REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES LIEUX

En cas de retard constaté dans le dégagement, le nettoyage et la remise en état des emplacements, qui ont été occupés par le chantier le titulaire encourt une pénalité de 50 euros H.T par jour calendaire de retard.

17.5 PENALITES LIEES A LA REMISE DES DOCUMENTS

En cas de retard constaté dans la remise de documents en cours d'exécution des travaux, le titulaire encourt une pénalité de **50 euros HT** par cas constaté.

En cas de retard dans la remise de documents à fournir après l'exécution des travaux, le titulaire encourt une pénalité de **100 euros HT** par jour calendaire de retard.

17.6 PLAFONNEMENT DES PENALITES

Le montant des pénalités est plafonné à 20% du montant du marché.

Article 18 - GARANTIES

18.1 RETENUE DE GARANTIE ET CAUTIONNEMENT

Il est pratiqué une retenue de garantie sur ce marché à hauteur de 5% du montant TTC du lot. La retenue de garantie sera appliquée sur chaque situation d'avancement.

La retenue de garantie peut être levée contre remise d'une caution bancaire de même montant (toutes taxes comprises) délivrée par un établissement agréé par le ministère français de l'économie. Cette caution bancaire peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande. Lorsque le titulaire du marché est un groupement solidaire, la garantie est fournie par le mandataire pour le montant total du marché, avenants compris.

Lorsque le titulaire est un groupement conjoint, chaque membre du groupement fournit une garantie correspondant aux prestations qui lui sont confiées. Si le mandataire du groupement conjoint est solidaire de chacun des membres du groupement, la garantie peut être fournie par le mandataire pour la totalité du marché.

Pour les Établissements publics de l'État, les comptables assignataires de la dépense sont les agents comptables des établissements concernés.

18.2 GARANTIE DE PARFAITEMENT ACHEVEMENT

Le délai de garantie est d'un an à compter de la date d'effet de la réception.

Pendant le délai de garantie, le titulaire doit :

- ✓ Exécuter les travaux ou prestations éventuels de finition ou de reprise dans les conditions définies lors de la réception.
- ✓ Remédier à tous les désordres signalés par le maître de l'ouvrage, de telle sorte que l'ouvrage soit conforme à l'état où il était lors de la réception ou après correction des imperfections constatées lors de celle-ci ;
- ✓ Procéder, le cas échéant, aux travaux confortatifs ou modificatifs dont la nécessité serait apparue pendant la période couverte par la garantie.
- ✓ Remettre au maître d'ouvrage les plans des ouvrages conformes.

A l'expiration du délai de garantie, l'entrepreneur est dégagé de ses obligations contractuelles, à l'exception de celles couvrant les travaux sur une période plus longue (telle que la garantie de bon fonctionnement et la garantie décennale).

18.3 RESPONSABILITE ET ASSURANCES

18.3.1 Responsabilité

D'une manière générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur. À ce titre, le titulaire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4 du code civil.

18.3.2 Assurances de responsabilité civile de droit commun

Le titulaire et ses sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître de l'ouvrage et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des travaux, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés.

En cas de travaux sur existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes de l'ouvrage.

Les polices d'assurance prévoient les plafonds minimums de garantie suivants :

- dommages corporels : **3,8M** euros par sinistre.
- dommages matériels et/ou immatériels : **900 000** euros par sinistre.

18.3.3 Assurances de responsabilité civile décennale

L'opération est soumise à l'obligation d'assurance de responsabilité civile décennale prévue par l'article L.241-1 du code des assurances et le montant prévisionnel de l'opération est inférieur à 15 millions d'euros HT.

Le titulaire déclare avoir souscrit une police de responsabilité civile décennale en capitalisation en état de validité au jour de l'ouverture du chantier le garantissant pour les travaux confiés.

Cette police comporte les garanties suivantes :

- ✓ garantie effondrement avant réception ;
- ✓ responsabilité civile décennale y compris au profit des existants totalement incorporés et techniquement indivisibles ;
- ✓ dommages immatériels consécutifs à sinistres engageant la responsabilité civile décennale du titulaire s'ils ne sont pas inclus en extension du contrat de responsabilité de droit commun.

Le titulaire justifie de sa police d'assurances individuelle de responsabilité civile décennale par une attestation d'assurances émanant de sa société d'assurances conforme au modèle standard défini par la Fédération Française des Sociétés d'Assurance (FFSA).

Les attestations précisent le montant maximum des chantiers pour lesquels les garanties sont délivrées, la mention selon laquelle les garanties sont délivrées au coût de l'ouvrage.

Chaque intervenant doit être en mesure de justifier de l'état d'assurance de ses sous-traitants au fur et à mesure de leur désignation. Les stipulations du contrat des dits sous-traitants doivent prévoir au minimum, la couverture de la réparation des dommages de la nature de ceux qui engagent la responsabilité civile décennale des constructeurs au sens des articles 1792, 1792-2, et 1792-4-1 du Code civil.

18.3.4 Dispositions communes

En application de l'article L. 241-1 du code des assurances et par dérogation à l'article 9.2 du CCAG, pour justifier l'ensemble de ces garanties, le titulaire fournit une attestation avant la notification du marché, émanant de sa compagnie d'assurance.

Sur simple demande du maître de l'ouvrage, le titulaire justifie qu'il acquitte ses primes d'assurances et que les garanties pour le présent chantier sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation.

Toute modification des contrats d'assurances (activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, etc..) est notifiée au maître de l'ouvrage.

Le titulaire mettant en œuvre des techniques non courantes s'engage à obtenir de son assureur de responsabilité décennale l'extension de garantie nécessaire.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture du titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à sa charge.

Le non-respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner, après mise en demeure restée infructueuse, la résiliation du marché par le maître de l'ouvrage.

Article 19 - RESILIATION

Le présent marché peut être résilié de plein droit par l'Ineris en cas d'inexécution par le Titulaire d'une ou plusieurs de ses obligations contenues dans le présent marché et ses annexes.

Cette résiliation devient effective 1 mois après l'envoi par l'Ineris d'une lettre recommandée avec accusé de réception exposant les motifs de la plainte, à moins que dans ce délai le Titulaire n'ait satisfait à ses obligations ou n'ait apporté la preuve d'un empêchement consécutif à un cas de force majeure.

Le présent marché pourra également être résilié de manière unilatérale par l'Ineris sans motif. La résiliation devient effective dans un délai de 1 mois suivant l'envoi de la décision de résiliation par courrier en recommandé avec accusé de réception.

Les frais engagés par le Titulaire du marché jusqu'à la date effective de la résiliation seront néanmoins remboursés.

L'exercice de la faculté de résiliation ne dispense pas le Titulaire de remplir les obligations contractées jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation et ce, sous réserve de dommages et intérêts dus à l'Ineris du fait de la résiliation anticipée du contrat.

Le présent marché pourra également être résilié aux torts exclusifs du Titulaire dans les cas suivants :

- ✓ Le Titulaire a fait obstacle aux opérations de vérification par l'Ineris ;
- ✓ Le Titulaire a sous-traité en contrevenant aux dispositions législatives et réglementaires relatives à la sous-traitance ;
- ✓ Le Titulaire a communiqué des informations techniques de nature à compromettre la bonne exécution du marché ;
- ✓ Le Titulaire s'est livré, à l'occasion de l'exécution du marché, à des actes frauduleux
- ✓ Le Titulaire ou le sous-traitant ne respecte pas les obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité,
- ✓ L'indisponibilité est constatée pendant trente jours dans le cas de prestations de maintenance.
- ✓ Postérieurement à la signature du marché, les renseignements ou documents produits par le Titulaire, à l'appui de sa candidature ou exigés préalablement à l'attribution du marché, s'avèrent inexacts.

Cette résiliation intervient sans mise en demeure préalable, sans délai et sans indemnisation du Titulaire.

Cette résiliation ne fait pas obstacle à l'application des pénalités à hauteur du préjudice subi.

Article 20 - DIFFERENDS ET LITIGES

20.1 DIFFERENDS

Les différends entre l’Ineris et le titulaire seront réglés en priorité par voie amiable notamment en contactant les services du médiateur de la république.

20.2 LITIGES ET CONTENTIEUX

Le présent marché est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif d'Amiens :

14 Rue Lemerchier, 80000 Amiens

03 22 33 61 70

Institut national de l'environnement industriel et des risques

Parc technologique Alata • BP 2 • F-60550 Verneuil-en-Halatte

03 44 55 66 77 • ineris@ineris.fr • www.ineris.fr